

Paris, le 28 juin 2010.

La reprise économique mondiale déjà sous pression

Les défaillances d'entreprises devraient rester à un niveau élevé jusqu'en 2011

Une analyse d'Euler Hermes

La reprise de l'économie mondiale a probablement atteint son pic d'intensité. Les principaux pays moteurs de la phase de rebond entamée au printemps 2009 ne devraient pas connaître de nouvelle accélération de leur croissance. Une baisse de régime se profile même à l'horizon 2011 tant en Asie émergente qu'aux Etats-Unis, alors que la majeure partie des pays développés n'est pas en mesure de prendre le relais. L'Europe, et la zone euro en particulier, restent à la traîne, durablement affectées par la crise. Dans ce contexte, les entreprises risquent de demeurer sous pression encore plusieurs trimestres, avec au final un nombre élevé de défaillances d'entreprises en Europe jusqu'en 2011, indique Euler Hermes, leader mondial de l'assurance-crédit, dans sa dernière étude.

La reprise de l'économie mondiale a probablement atteint son pic d'intensité

Le rebond de l'économie mondiale amorcé au printemps 2009, après la contraction historique affichée pendant l'hiver 2008-2009, s'est confirmé au fil des mois, jusqu'au premier trimestre 2010 au regard des chiffres de croissance disponibles et sans doute jusqu'au deuxième trimestre au regard de nombreux autres indicateurs. « Ce tableau d'ensemble optimiste ne saurait pourtant cacher une réalité moins favorable à double titre, avertit Wilfried Verstraete, Président du Directoire d'Euler Hermes. D'un côté, si la crise est effacée dans les pays émergents d'Asie, sous l'impulsion de la Chine et des plans de relance plus massifs et plus rapidement mis en œuvre que dans le reste du monde, le rebond d'activité s'avère bien moins vigoureux dans les pays développés d'Europe. De l'autre côté, les locomotives de la reprise mondiale que sont la Chine et, à un degré moindre, les Etats-Unis, sont désormais proches de leur pic de croissance. »

Selon Euler Hermes, le rythme de la croissance des pays d'Asie ne pourra pas se maintenir jusqu'en 2011 à la vitesse impressionnante encore affichée au premier trimestre 2010. La fin progressive des effets des plans de relance et la normalisation graduelle des politiques monétaires devraient contribuer à un ralentissement de la croissance de la zone d'environ 1 point de PIB en 2011 (ramenée à 6,8%, après 7,7% en 2010), un tempo fortement lié à celui de la décélération attendue pour la Chine (8,5% en 2011, après 9,8% en 2010).

Dans le même temps, les Etats-Unis, deuxième locomotive de la reprise mondiale, devraient aussi connaître un ralentissement sensible (2,6% en 2011, après 3,1% en 2010). Cette décélération serait en particulier liée au fléchissement du soutien apporté par les mesures de relance (centrées sur fin 2009 et 2010) et à un redémarrage insuffisant de l'emploi privé.

Au total, Euler Hermes estime que la croissance mondiale devrait s'établir à 3,3% en 2010 puis décélérer à 2,9% en 2011. La baisse de régime serait proportionnellement plus marquée pour les pays de l'OCDE (+2,1% en 2010 et +1,8% en 2011) que pour les autres (+5,6% en 2010 et +5,1% en 2011). Le commerce mondial connaîtra une évolution assez parallèle, passant d'une croissance en volume de +11% en 2010 à +8% en 2011.

L'Europe, seule zone du monde durablement affectée par la crise, avec une croissance économique de la zone euro inférieure à 1% en 2010 et 2011

« L'Europe est à la traîne. Un an après le début du rebond de l'économie mondiale, son rythme de croissance reste bien inférieur à celui du reste du monde, note Karine Berger, Directrice Marchés et Marketing et Chef Economiste d'Euler Hermes, avec un glissement annuel du PIB toujours en récession au premier trimestre 2010 pour quelques pays comme le Royaume-Uni, l'Espagne ou la Grèce. Nous avons revu à la baisse l'ensemble de nos prévisions de croissance pour les pays européens, désormais inférieures à 1% en 2010 et en 2011 pour la zone euro, et nous n'entrevoyons pas de retour aux niveaux d'avant-crise avant 2012 pour les PIB trimestriels des pays de la zone. »

Pour la zone euro, les perspectives de croissance de la demande interne sont globalement au point mort pour 2010 et très modérées pour 2011. En moyenne annuelle, la consommation des ménages restera atone en 2010 (-0,2%) et très modeste en 2011 (0,5%), sous l'influence notamment des évolutions peu favorables de l'emploi, de la modération salariale et des mesures annoncées ou attendues d'austérité budgétaire. L'investissement, après une contraction majeure en 2009, ne redeviendra positif qu'en 2011 (1,2% après -3% en 2010), tant pour la construction que pour l'investissement productif.

Cette révision en baisse des perspectives européennes tient pour l'essentiel à la consolidation budgétaire à marché forcée dans laquelle plusieurs pays se sont engagés en mai et juin dans le sillage de la crise de la dette souveraine grecque. *« Les plans de consolidations annoncés représentent un effort majeur qui risque de freiner significativement le rythme de la reprise européenne, surtout en 2011 »*, souligne Karine Berger.

Les entreprises durablement sous pression, avec un niveau élevé de défaillances jusqu'en 2011

L'Indice Global des Défaillances d'Euler Hermes a inscrit un double record en 2009 : celui du volume des défaillances, au plus haut de la série qui débute en 1995, et celui du rythme annuel de hausse (+29%), pour la deuxième année consécutive. Au final, le bilan des défaillances 2009 est le plus conséquent enregistré depuis une quinzaine d'années pour quelques pays (États-Unis, Royaume-Uni, France ou Finlande) et surtout historique pour un grand nombre (Espagne, Pays-Bas, Belgique, Suisse, Autriche, Danemark, Irlande, Portugal ou encore pays baltes).

La poursuite du rétablissement progressif de l'économie mondiale, malgré un rythme d'expansion moins vigoureux en 2011, devrait globalement s'accompagner d'un repli du volume de faillites d'entreprises dans le monde. Celui-ci s'annonce toutefois modéré (-3% en 2010 et -5% en 2011) en comparaison avec les hausses historiques affichées en 2008 et 2009 ; il devrait surtout s'opérer de façon aussi hétérogène que la reprise économique des différents pays. Ainsi, les défaillances d'entreprises devraient-elles sensiblement baisser en zone Asie-Pacifique (-9% en 2010) et, après deux années de forte hausse, aux Etats-Unis (-10%). En revanche, elles progresseront à nouveau dans plusieurs pays d'Europe, en particulier méridionale : Espagne (+10%), Grèce (+25%), Portugal (+5%). L'Allemagne (+1%), la France (+2%), l'Autriche (+5%), l'Irlande (+9%) ne devraient pas voir leur niveau de défaillances baisser en moyenne annuelle avant 2011.

« Les entreprises, notamment en Europe, seront toujours sous pression, et ce, jusqu'en 2011, conclut Michel Mollard, membre du Directoire d'Euler Hermes. A l'heure où les mesures de soutien à l'économie sont en passe de disparaître, elles devront faire face à des perspectives d'activité toujours insuffisantes, alors qu'elles ont mis en œuvre l'essentiel des leviers d'ajustements possibles et que de nombreux risques demeurent (matières premières, conditions de financement...). »

Tableaux

1. Statistiques par pays

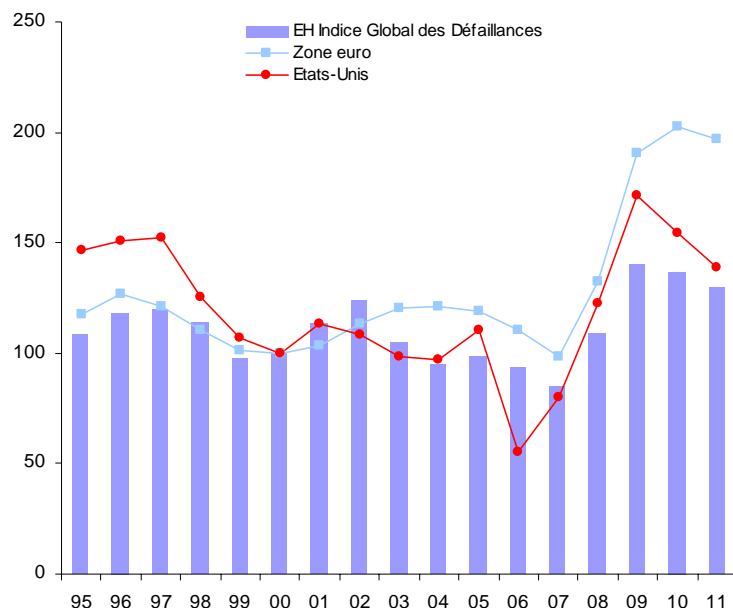
Statistiques par pays

	% du PIB mondial (*)	% de l'indice global des défaillances (*)	Bilan 2009		Prévisions	
			nombre	variation	2010	2011
États-Unis	24,6	28,5	60837	40%	-10%	-10%
Japon	8,5	9,8	15480	-1%	-8%	-1%
Chine	7,5	8,7	4448	-2%	-8%	0%
Allemagne	6,3	7,3	32687	12%	1%	-5%
France	4,9	5,7	64661	12%	2%	-5%
Royaume-Uni	4,6	5,3	35185	17%	-9%	-5%
Italie	4,0	4,6	9644	29%	14%	0%
Russie	2,9	3,4	15473	11%	7%	9%
Espagne	2,8	3,2	4984	97%	10%	0%
Brésil	2,7	3,2	2371	6%	-18%	-5%
Canada	2,6	3,0	5420	-12%	-8%	-6%
Australie	1,7	2,0	14580	3%	-5%	-5%
Corée du Sud	1,6	1,9	1998	-27%	-10%	3%
Pays-Bas	1,5	1,8	8040	73%	-3%	-8%
Pologne	0,9	1,1	673	57%	16%	4%
Belgique	0,9	1,0	9421	11%	5%	-5%
Suisse	0,8	1,0	5215	24%	14%	-5%
Suède	0,8	1,0	7638	21%	-9%	-12%
Norvège	0,8	0,9	5013	38%	-2%	-5%
Autriche	0,7	0,8	6902	9%	5%	-2%
Taiwan	0,7	0,8	341	-58%	-30%	-10%
Grèce	0,6	0,7	650	16%	25%	10%
Danemark	0,6	0,7	5710	54%	5%	-8%
Finlande	0,5	0,5	3803	30%	-4%	-8%
Irlande	0,5	0,5	1406	82%	9%	-8%
Portugal	0,4	0,5	3815	29%	5%	0%
R. Tchèque	0,4	0,4	1510	36%	16%	9%
Hong Kong	0,4	0,4	573	22%	-11%	-6%
Singapour	0,3	0,4	135	2%	-6%	0%
Hongrie	0,3	0,3	14636	24%	3%	-2%
Slovaquie	0,2	0,2	784	35%	-4%	-13%
Luxembourg	0,1	0,1	698	20%	2%	-6%
Lituanie	0,1	0,1	1842	92%	-8%	-12%
Lettonie	0,1	0,1	2149	67%	-5%	-10%
Estonie	0,0	0,0	1055	149%	-8%	-12%

Sources : sources nationales, prévisions Euler Hermes
(*) pondération PIB 2008 à taux de change courants

Prévisions

2. Indice global des défaillances Euler Hermes



Sources : données nationales, calculs et prévisions Euler Hermes
Indices base 100 = 2000

Note méthodologique

Le concept de défaillance d'entreprise est variable d'un pays à l'autre, ce qui rend les comparaisons internationales délicates. Les disparités entre les pays ont deux causes principales. D'abord, les procédures officielles n'ont pas partout le même poids. Certains pays, où les procédures amiables dominent (par exemple l'Espagne ou l'Italie), présentent des nombres de défaillances d'entreprises très faibles, qui sous-estiment la réalité des entreprises en difficulté. Ensuite, les entrepreneurs individuels sont tantôt inclus dans les défaillances d'entreprises, tantôt comptabilisés dans la masse des faillites personnelles (comme aux Etats-Unis), sans qu'on puisse distinguer les faillites à titre purement privé des faillites d'entreprises. Dans ce cas, le nombre des défaillances d'entreprises est significativement minoré. En outre, la frontière entre les entrepreneurs individuels et les très petites entreprises varie beaucoup d'un pays à l'autre. Pour chaque pays, nous avons retenu une définition d'entreprise correspondant, autant que possible, à la définition utilisée dans le recensement des défaillances pour calculer un taux de défaillance. Pour dépasser l'hétérogénéité des situations et des statistiques nationales, nous surveillons l'évolution historique des défaillances, plutôt que leur nombre absolu. Pour chaque pays, nous avons calculé un indice des défaillances, en retenant une base 100 en 2000. Puis nous calculons un Indice Global des Défaillances, comme la somme pondérée de ces indices nationaux. Chaque pays est pondéré par le poids de son PIB en valeur (aux taux de change courants) au sein des 35 pays retenus dans cette étude qui représentent plus de 85% du PIB mondial en utilisant les taux de change courants 2008.

Euler Hermes est le leader mondial de l'assurance-crédit et l'un des leaders de la caution et du recouvrement de créances commerciales. Avec 6 200 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients et **a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,1 milliards d'euros en 2009.**

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de 40 millions d'entreprises. Le groupe garantit pour 700 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde.

Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à Euronext Paris. Le groupe et ses principales filiales d'assurance-crédit sont notés AA- par Standard & Poor's.

Contacts presse**Groupe Euler Hermes**

Raphaële Hamel

Tél. +33 (0)1 40 70 81 33

raphaele.hamel@eulerhermes.com**Ogilvy Public Relations Worldwide**

Lorenzo Ricci

Tél. + 33 (0)1 53 67 12 83

lorenzo.ricci@ogilvy.com

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. En plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de terme comme " peut ", " va ", " devrait ", " s'attend à ", " projette ", " envisage ", " anticipe ", " évalue ", " estime ", " prévoit ", " potentiel ", ou " continue ", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Allianz et sur les principaux marchés où intervient la Société, (ii) des performances de marchés financiers, y compris des marchés émergents, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) des taux de mortalité et de morbidité, (v) du taux de conservation des affaires, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements des législations et des réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des Banques Centrales et/ou des Gouvernements étrangers (xi) des effets des acquisitions (par exemple de la Dresdner Bank AG) et de leur intégration et (xii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit sur le plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, et éventuellement de manière accrue, suite à des actes terroristes. Les questions abordées dans le présent document peuvent en outre impliquer des risques et des incertitudes dont les sociétés du groupe Allianz sont régulièrement amenées à faire état dans les documents qu'elles soumettent à la Securities and Exchange Commission. Les sociétés du groupe Allianz ne sont pas obligées de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.